

TENSIONS

Cela fait des années que deux peuples caressent le même rêve. Tous deux veulent vivre en paix sur ce petit bout de terre qui malgré sa petite taille fait l'objet de convoitises qui s'expriment par la violence.

Jérusalem, ville de toutes ces convoitises, est difficile à partager.

Parce qu'on parle toujours de ces tensions, de ces violences et de ces attentats à répétition dans cette zone si fragile, il est nécessaire de comprendre ce qu'il s'y passe et comment les habitants en sont arrivés là où ils sont.



LES ORIGINES DU CONFLIT

La volonté de créer un Etat juif

La volonté de la communauté juive de s'installer durablement sur une terre qui leur appartiendrait a germé dès le 19^e siècle. C'est en effet à la fin de ce siècle que le premier congrès juif (sioniste) va évoquer cette idée.

Alors que la Palestine appartient encore à l'Empire Ottoman, le congrès sioniste de 1897 propose la création d'un foyer national juif ; Théodor Herzl en est le promoteur (en photo).



Pour y parvenir, certaines recommandations sont faites aux juifs, ce qui devait permettre d'accélérer la concrétisation de cette volonté. En voici certaines :

- Développer un sentiment national juif : cela permettrait de fonder un véritable pays, une nation soudée
- Obtenir les assentiments des gouvernements : cela permettrait de lever toute opposition
- Encourager la colonisation de la Palestine

Mais les juifs et les palestiniens ne sont pas seuls concernés par l'affaire. La Grande-Bretagne, vainqueur sur l'Empire Ottoman, veut conserver une emprise sur cette zone en raison des ressources pétrolières qui s'y trouvent ; le territoire sera de ce fait sous mandat britannique jusqu'en 1948. Le gouvernement britannique va ainsi en 1917 promettre la création d'un « foyer national juif ». Cette promesse est plus connue sous le nom de la déclaration Balfour. Elle a lieu devant des personnages fortunés (comme la famille Rothschild), notamment en raison de l'implication de ceux-ci dans le financement des guerres britanniques. Il faut bien noter également que cette déclaration ne préconise pas la constitution d'un Etat juif, mais d'un simple « foyer » ; on veut donc seulement leur réserver une partie du territoire qui leur permettra de s'installer librement.

- Alors pourquoi les juifs ont-ils voulu « coloniser » la Palestine ?

Jérusalem, ville sainte pour trois religions (musulmane, chrétienne et juive), est un haut lieu symbolique pour chacune d'elles. Elle est disputée depuis des siècles et est encore aujourd'hui le théâtre de conflits.

Les juifs considèrent qu'ils ont une légitimité sur le territoire car leur histoire est ancrée dans ces lieux ; le mur des lamentations en est une preuve puisqu'il s'agit d'un vestige du Temple de Jérusalem, détruit lors de la dispersion du peuple juif. Les juifs ont ainsi toujours rêvé d'un retour à leurs racines religieuses.

- Et pourquoi le problème est-il élevé au niveau international ?

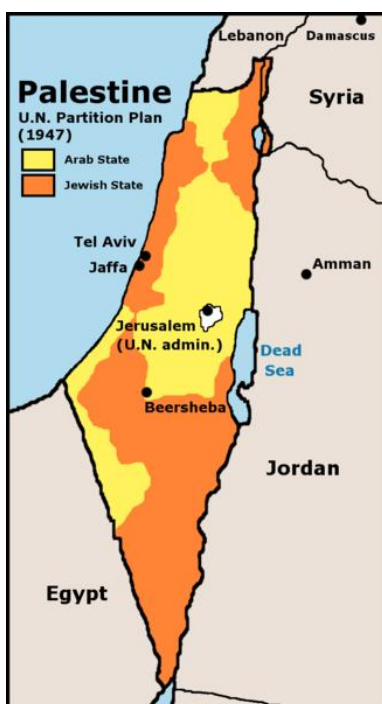
La zone est une poudrière au niveau local comme international. Le territoire dispose en effet d'une position stratégique : le canal de Suez ou encore le Golfe Persique relie l'Europe à l'Afrique et à l'Asie, ce qui permet d'importants transports commerciaux.

Mais c'est également une zone stratégique en raison du pétrole : elle fournit en effet 35% de la production mondiale de pétrole.

C'est donc notamment pour ces raisons que les grandes puissances internationales lui accordent une grande importance. Mais cela a envenimé la situation car divers intérêts sont en jeu.

La création de l'Etat d'Israël

L'Etat d'Israël ne s'est pas fait en un jour. Malgré les déclarations du début du siècle, ce n'est qu'au milieu de celui-ci qu'on va les concrétiser.



La Grande-Bretagne, qui ne sait pas comment régler le problème, propose de le soumettre à l'ONU. Cette organisation va édicter une résolution en 1947 prévoyant le partage entre l'Etat arabe et l'Etat juif. Ce partage est établi comme le montre la carte.

En réaction à ce partage imposé, les Etats arabes déclarent la guerre à l'Etat juif en 1948. C'est la première guerre israélo-arabe. De cette guerre, il ressort un pays israélien victorieux, dont le territoire s'est agrandi, et un pays palestinien affaibli, démantelé : l'Egypte prend une partie de la bande de Gaza, la Jordanie et Israël prennent également leur part du gâteau.

La guerre a aussi fait naître les réfugiés palestiniens, qui ont perdu leurs terres à la suite du conflit.

Les points clés :

- ⇒ La volonté de créer un Etat juif remonte au début du 20^e siècle : elle émane des juifs eux-mêmes, mais également des anglais.
- ⇒ La Palestine se trouve partagée avec un nouvel Etat par une décision de l'ONU : l'Etat d'Israël.
- ⇒ Cette décision entraîne la première guerre israélo-arabe donc la Palestine ressort vaincue.

LE TEMPS DES CRISES

La crise du canal de Suez

Face à l'arrivée des juifs sur le territoire qui appartenait aux arabes, un grand mouvement de soutien aux palestiniens se met en place. C'est ainsi que l'Égypte va se déclarer porte-parole de la cause arabe. Son président, Nasser, va alors dévoiler son importance par ses décisions stratégiques influentes.

Alors qu'une vague de décolonisation s'étend sur le continent et qu'on assiste dans la foulée à une montée du nationalisme, Nasser demande un emprunt afin de pouvoir construire un barrage, le barrage d'Assouan. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne accepte de prêter de l'argent à l'Égypte, mais le comportement de ce pays va les agacer. L'Égypte reçoit en effet des armes de l'Union soviétique, reconnaît la Chine communiste.



Il adhère au mouvement des non-alignés. L'Égypte cherche donc d'autres financements : il décide alors de nationaliser le Canal de Suez, ce qui lui donnera l'argent pour la construction du barrage. Le Canal étant un lieu de passages commerciaux importants, la Grande-Bretagne en serait affectée, tout comme la France.

Malgré la volonté initiale d'intervenir militairement pour répliquer à cette décision, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne décident de passer par l'ONU (pour éviter d'attiser le nationalisme arabe en provoquant une guerre), qui ne parvient pas à trouver une solution.

Un plan secret est alors mis en place : la France, la Grande-Bretagne et Israël décident d'attaquer l'Égypte et de lancer un ultimatum demandant à l'Égypte de se retirer de chaque côté du canal. Nasser refuse de céder. L'ONU condamne ensuite la France et la Grande-Bretagne et ordonne le retrait. Des casques bleus sont envoyés pour vérifier si la décision est bien respectée.

Cet épisode a accru le pouvoir et la crédibilité de Nasser dans le monde arabe. Il en est alors considéré comme le leader.

La guerre des 6 jours

Les prémices de cette guerre débutent par la volonté d'Israël de reprendre un projet d'aménagement hydrographique des eaux du Jourdain ; ces eaux sont partagées par la Syrie, la Jordanie et le Liban. Même si ces pays trouveraient un intérêt certain à aménager ces eaux, ils décident de ne pas suivre Israël dans son projet. En effet, permettre à Israël de reprendre le projet serait reconnaître l'Etat d'Israël, ce que ces Etats arabes refusent.

La Syrie organise donc le détournement des affluents du Jourdain pour contrer la volonté des Israéliens. De son côté, l’Egypte de Nasser interdit aux israéliens l’accès du Golfe d’Aqaba. La Ligue arabe va ainsi se constituer autour de l’Egypte, de la Syrie et de la Jordanie.

En réponse à ce début d’attaque, Israël lance une « guerre préventive » en 1967. Le pays obtient une victoire rapide, dont il ressort avec l’acquisition de la bande de Gaza.

La guerre du Kippour

Puisque personne ne sait comment résoudre le problème, on se retourne encore une fois vers l’ONU. Elle adopte la résolution 242 qui vise à la reconnaissance de fait d’Israël. Mais d’un côté Israël considère que la reconnaissance a déjà eu lieu en 1947 ; de l’autre côté, les arabes refusent de marchander une terre qui leur appartient. L’ONU ne peut toutefois rien faire car les américains usent de leur veto pour faire échec à la prise de décision.

Parallèlement, Yasser Arafat devient président de l’Organisation de Libération de la Palestine (OLP). L’organisation veut s’émanciper de la Jordanie, la Syrie et l’Egypte, et utilise la diplomatie plus que la violence. Jugée trop pacifiste par certains, des groupes plus extrémistes vont se former et user du terrorisme (pirates aériens...) pour alerter la société internationale.

La situation n’étant apaisée par aucune organisation, l’Egypte lance une attaque sur Israël en 1973, le jour de la fête du Kippour, fête juive. Les juifs ne s’y attendent pas mais parviennent à rapidement riposter. L’ONU va finalement parvenir à ordonner un cessez-le-feu.



La guerre est finie, mais la société internationale persiste dans sa recherche d’une solution au conflit permanent. L’Union soviétique veut aider son allié égyptien, alors que les Etats-Unis ne veulent pas laisser s’échapper la gloire. Ces derniers vont donc se mettre en avant pour montrer aux soviétiques

leur importance sur la question. Les Etats-Unis vont ainsi profiter du recul de l’Union soviétique pour s’imposer comme médiateurs. Ils vont donc tenter de modifier la tendance en leur faveur en apaisant les tensions pour conserver une domination dans la zone. C’est ainsi qu’ils parviennent à faire négocier les deux camps :

Les accords de Camp David sont signés en 1978 entre l’Egypte et Israël. L’Egypte reconnaît par ces accords l’existence d’Israël. Israël doit en échange se retirer du Sinaï.

Malgré ces apaisements, les palestiniens n’ont, eux, pas reconnu l’existence d’Israël, et les conflits persistent.

Opération paix en Galilée

Le Liban va acquérir aux yeux d'Israël un intérêt certain. Ce dernier remarque en effet son influence dans la région : l'OLP se poste sur des bases libanaises pour effectuer ses raids et la Syrie occupe le Liban. Le Liban est donc une cible stratégique pour Israël, puisqu'il est nécessaire pour lui de faire évacuer les palestiniens du Liban afin stopper les attaques qui viennent des bases libanaises.

Israël pénètre donc au Sud du Liban en 1982 : c'est l'opération paix en Galilée.

Les libanais et israéliens vont ainsi parvenir à faire évacuer l'OLP et l'armée syrienne. Cette réussite va les inciter à signer relativement rapidement un traité de paix avec le Liban en 1983. Israël se retire donc du pays, mais y conserve une présence militaire dans le Sud jusqu'en 2000. Et finalement, la Syrie parviendra à revenir dans le Liban.

Les points clés :

- ⇒ D'importantes crises vont bouleverser cette zone sensible. La Palestine n'est plus seule et trouve du soutien dans d'autres pays arabes : Syrie, Egypte, Jordanie.
- ⇒ De nombreux affrontements ont lieu entre ces pays, mais aucun accord n'est réellement trouvé après chacun d'entre eux.
- ⇒ De surcroît, les américains vont se mêler du conflit et tenter d'apaiser les tensions afin de conserver une influence sur ce territoire qui contient un produit intéressant : le pétrole.
- ⇒ La situation n'a toujours pas trouvé sa solution, malgré les différents conflits. Une réconciliation entre les peuples est nécessaire.

TENTATIVES DE RECONCILIATION

Intifada

L'Intifada signifie « soulèvement » en arabe. C'est donc l'insurrection déclenchée en 1987 par la collision entre un camion israélien et une voiture palestinienne qui va naître. A côté de l'OLP modérée va se mettre en place d'autres mouvements plus violents comme le Fatah. Les palestiniens, enthousiastes à l'idée de faire évacuer les israéliens, ouvrent la voie au soulèvement. Les tensions ont donc continué à s'accroître par cet incident.

Ce soulèvement qui a duré plus de quatre ans a montré au monde l'ampleur et l'importance de la question palestinienne. Le mouvement a en effet suscité des réactions compassionnelles car les répressions de l'occupant israélien ont parfois été violentes.

Mais l'OLP de son côté engage des négociations, ce qui va progressivement amener la fin du mouvement.

La guerre du Golfe

L'Irak envahi le Koweït en 1990, et bombarde Israël. Outre le besoin de renflouer ses caisses, l'Irak veut se placer contre les Etats artificiels, comme l'est Israël.

Les opérations Boucliers du désert et tempête du désert vont se succéder durant 2 années de lutte. Les kurdes et les chiites vont être massacrés.

L'Irak avait prévu que si Israël ripostait, tous les Etats arabes soutiendraient l'Irak dans son combat. Finalement, la tactique israélienne consistera à ne pas riposter, car soutenu par une large coalition, ce qui empêchera l'Irak à se retirer. Cette coalition, formée de moitié plus d'hommes, et de 34 pays a donc finalement imposé la fin de la guerre en 1991. C'est à partir de ce moment que Saddam Hussein ne sera plus un allié des Etats-Unis.

Malgré les conflits, des rencontres vont avoir lieu entre les israéliens et les Palestiniens. La première visite officielle a lieu à Madrid, mais de nombreuses rencontres secrètes vont s'établir. Les Etats-Unis tentent de ramener les deux Etats à la négociation. Puis ce sont les accords d'Oslo qui vont faire entrevoir une issue favorable au conflit.

Les conséquences

La coalition avait incité les kurdes à se révolter, ils vont finalement se faire massacrer. C'est sur ce fondement que Saddam Hussein a été jugé. Dictateur à l'époque des faits, il a été condamné à mort, alors même que cette peine était interdite en Irak, après un procès retentissant qui s'est déroulé jusqu'en 2006 (il a duré un an). Il s'agissait de le juger pour les crimes contre l'humanité (comme la Shoah), mais aussi pour génocide (massacre de populations spécifiques, et ici les chiites). Un tribunal spécial irakien a été mis en place, dont l'autorité avait été remise en cause car il avait été établi spécialement pour trancher cette question.

Les accords d'Oslo

Une rencontre a lieu entre les représentants de l'OLP et Israël en 1993 ; elle va aboutir aux accords d'Oslo. Une reconnaissance mutuelle des deux Etats est établie.

Mais ces accords prévoient des mesures destinées à ramener la paix entre les deux peuples. Ils prévoient ainsi la rétrocession de Gaza aux Palestiniens, ainsi que l'octroi d'une zone palestinienne de 62 km² autour de Jéricho. Les accords Oslo II iront encore plus loin.



La déclaration de principe est signée en présence de Yasser Arafat, président de l'OLP, Bill Clinton, président américain, et Yitzhak Rabin, premier ministre israélien.

Benyamin Netanyahu

Président du Likoud (parti politique de droite libérale et conservatrice), premier ministre d'Israël de 1996 à 1999, est contre les accords d'Oslo car il refuse la création d'un Etat palestinien. Il veut maintenir des zones de contrôle sur le territoire palestinien et même renforcer certaines implantations. Ses positions fermes sur la question palestinienne entraînent la fermeture progressive des relations avec la Palestine. Les négociations sont gelées.

Mais les séries de conflits perdurent ; les attentats suicide en Israël ainsi que les violences radicalisent les Israéliens, épris d'un sentiments de haine et d'injustice. C'est ainsi qu'Israël porte à sa tête Benyamin Netanyahu, opposé dès l'origine aux accords d'Oslo, qui entraîne un gel des relations. Battu aux élections de 1999, il laisse sa place à Ehud Barak (parti travailliste, et donc le même parti qu'Yitzhak Rabin qui avait conclu les accords d'Oslo). On retrouve donc une paix relative.

Sommet de Camp David II et 2^e intifada

Ce sommet se déroule en 2000, en présence de Bill Clinton, Yasser Arafat et Yitzhak Rabin. Il doit ramener la réconciliation obtenu quelques années plus tôt. Mais ce sommet ne parvient pas à sceller un accord entre les deux Etats car l'un trouvait qu'on ne lui accordait pas suffisamment alors que l'autre pensait qu'il faisait déjà bien assez de concessions.

Les choses s'enveniment d'autant plus que Ariel Sharon va se rendre à l'Esplanade des Mosquées (lien saint de l'Islam), à Jérusalem, ce qui va naturellement envenimer la situation provoquer la colère des Palestiniens.

La 2^e intifada se prépare alors. Elle va faire de nombreuses victimes, tiraillées entre les attentats et les violences diverses. Les attentats à la voiture piégée sont fréquents, tout comme les attentats suicides. De leurs côté, les Israéliens attaquent les Palestiniens par d'autres moyens. Pour arrêter les Palestiniens, les Israéliens vont alors décréter que l'Autorité palestinienne est une « entité soutenant le terrorisme », ce qui va leur permettre de détruire leurs installations. Mais le combat continue, et de violents combats sont menés. Pourtant, cela va leur permettre de construire en juin 2002 la « barrière de séparation », qui doit, officiellement, empêcher l'entrée de terroristes en Israël.

Tentatives d'apaisement

En 2002, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte une résolution qui reconnaît l'Etat palestinien. Cette prise de position est tout de suite acceptée par les américains. Mais les combats se poursuivant, les grandes puissances mondiales (Russie, Etats-Unis, Union européenne, Nations Unies) proposent une « feuille de route ». Celle-ci sera finalement approuvée par les deux pays en guerre. Mais cela n'empêchera pas les violences de se poursuivre. En 2003, l'intifada continue donc, sans prendre en compte les prescriptions de la feuille de route.

Des négociations secrètes vont néanmoins se mettre en place : une volonté de paix s'instaure, et on aborde tous les sujets qui fâchent (que faire des réfugiés palestiniens, comment partager le territoire ou encore que faire de Jérusalem). Ces questions vont finalement connaître leur réponse, mais celle-ci sera sans grande utilité car l'accord qui est trouvé sera refusé par Israël comme pas la Palestine.

Les trois années d'Intifada font de nombreux morts et blessés. Pour arrêter ce massacre, Israël propose, par référendum, un plan de retrait de certaines zones, et notamment de la bande de Gaza, ce qui sera (après deux tentatives) approuvé par le peuple israélien. Cela doit montrer la bonne foi d'Israël. Un plan détaillé de retrait est donc établi, pour permettre le relogement des israéliens qui quittent ces zones. Mais une moitié d'Israéliens ne soutient pas le plan car les terres desquelles ils doivent se retirer sont sacrées ; c'est donc essentiellement les plus religieux qui refusent le plan, pensant que cela n'arrangera rien. Malgré l'opposition, Ariel Sharon est convaincu de l'efficacité de son plan, qu'il met en œuvre en 2005.

Les colons israéliens doivent quitter Gaza et les installations militaires ; ceux qui ne le font pas sont expulsés de force par les autorités israéliennes. En un mois, les militaires ont quitté Gaza, et la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte est ouverte, ce qui permet aux Palestiniens de circuler librement.

Une lutte qui n'en fini pas

Le désengagement des Israéliens dans la bande de Gaza n'est pas si positive pour les Palestiniens, qui, bien qu'ayant retrouvé une partie de leur territoire, se bat pour le pouvoir. Le Hamas et l'Autorité palestinienne veulent tous deux obtenir le pouvoir.

En 2006, le Hamas remporte les élections législatives, alors que le Fatah s'effondre, et perd pour la première fois le pouvoir. La situation s'aggrave alors, et une guerre, au sein même de l'Etat palestinien, éclate. Mais le Hamas ne s'en prend pas seulement au Fatah, car sa lutte est avant celle de la Palestine, et tire sur les Israéliens.

Le Hamas

Le Hamas, « mouvement de résistance islamique », a été fondé en 1987 par trois Frères Musulmans (organisation créée en 1928 dans le but de fonder un grand Etat islamique basé sur la charia, loi islamique). Elle est reconnue organisation terroriste. Il diffère par ses opinions et ses visées du Fatah, car il ne reconnaît pas l'Etat d'Israël, et veut retrouver un Etat palestinien islamique pour les seuls Palestiniens. Ses actions sont vives et violentes : ils ont usé des attentats suicides, mais aussi des roquettes (depuis 2005). Le Fatah est l'organisation politique et militaire fondée notamment par Saddam Hussein en 1959 ; après la lutte armée, celle-ci s'est attachée à trouver une entente avec les Israéliens, sans succès. Ce sont donc ces échecs répétés qui ont discrédité l'organisation et contribué à un renforcement du Hamas.

La guerre du Liban

Si des propositions de paix ont à nouveau été élaborées, celles-ci n'aboutissent pas, et la guerre du Liban débute.

Elle commence par l'attaque d'une patrouille israélienne par le Hezbollah en 2006. En guise de réponse, Israël déclenche une guerre totale contre le Hezbollah. Suite à l'invasion du Liban par Israël en 1982, le Hezbollah est une organisation considérée par certains Etats comme terroriste ; elle est en lutte permanente pour retrouver l'intégrité de son territoire depuis sa création.

La guerre doit permettre de récupérer les soldats israéliens capturés pendant les premières échauffourées. Elle dure plusieurs semaines, le Hezbollah parvenant à se maintenir face à Israël, ce qui rendra son leader populaire. Mais la guerre ne mènera à rien de bon : les soldats israéliens ne sont pas libérés et de nombreux civils libanais sont tués. La situation palestinienne est catastrophique, et le rapport de force entretenu entre le Hamas et le Fatah amplifie la crise. Le gouvernement n'est pas stable, et la proposition faite par Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, de mettre en place un gouvernement d'union nationale destiné à stabiliser la situation politique, est refusé par le Hamas (dont l'un des représentants est Premier ministre, ce qui lui confère un rôle politique primordial).

Les pertes sont également présentes de l'autre côté du conflit. Les services de renseignements israéliens n'ont pas su prendre connaissance des moyens militaires du Hezbollah, ce qui a conduit à une mauvaise préparation du conflit. La situation en Israël est donc critique, et les populations civiles ont été touchées. Le chômage s'accroît, et la pauvreté avec lui. La situation économique est donc dévastée.